

# Un sondage mondial sur la corruption révèle un sentiment de méfiance croissant à l'égard des entreprises

*Dans un contexte de crise économique, la corruption au quotidien frappe de plein fouet les populations les plus pauvres du monde*

**Paris/Berlin/Bruxelles, le 3 juin 2009** – Plus de la moitié des personnes interrogées dans le cadre du *Baromètre mondial de la corruption 2009* estime que le secteur privé a recours à des pratiques de corruption pour influencer les politiques publiques, la législation et les dispositions réglementaires. Publié aujourd'hui par Transparency International (TI), le Baromètre, sondage de l'opinion publique à l'échelle mondiale, a également révélé que la moitié des personnes interrogées se déclarait disposée à payer plus cher pour acheter des biens et des services auprès d'entreprises non corrompues.

« Ces résultats montrent un public désabusé par une crise financière précipitée par la faiblesse des réglementations et par le manque de responsabilité des entreprises » a déclaré Huguette Labelle, présidente de Transparency International. « Mais l'on voit également que le public est prêt à soutenir activement les entreprises saines. Il faut à présent que les entreprises prennent des mesures ambitieuses visant à renforcer leurs politiques et leurs pratiques, et à communiquer de façon plus transparente en ce qui concerne leur situation financière et leurs relations avec les pouvoirs publics. »

Réalisé auprès de plus de 73 000 personnes dans 69 pays et territoires du monde entier, le Baromètre a également révélé que les pauvres étaient confrontés de façon disproportionnée aux demandes de pots-de-vin. Outre le niveau élevé de perception de la corruption au sein des partis politiques, des instances parlementaires et de la fonction publique, le sondage montre par ailleurs que les mesures engagées par les pouvoirs publics pour lutter contre la corruption sont généralement considérées comme inefficaces.

## **Les consommateurs se sentent concernés par les questions de corruption**

Les conclusions du Baromètre concernant le monde des affaires envoient un message sans équivoque au secteur privé et constituent un facteur supplémentaire (venant s'ajouter aux risques juridiques, financiers et de réputation liés aux pratiques de corruption) incitant les entreprises à montrer qu'elles sont saines et à le communiquer clairement au public. Au Cambodge, à Hong Kong, au Liberia et en Sierra Leone, près de 4 personnes interrogées sur 5 ont déclaré être disposées à payer plus cher pour acheter des produits et des services auprès d'entreprises non corrompues.

En ce qui concerne les niveaux de perception de la corruption au sein des différentes institutions de leur pays, la moitié des personnes interrogées a déclaré considérer le secteur privé comme un secteur corrompu, ce qui représente une hausse de 8 points de pourcentage par rapport au sondage mené il y a cinq ans. Dans environ un cinquième des pays et territoires sondés, y compris parmi les plus grands centres financiers mondiaux comme Hong Kong, le Luxembourg ou la Suisse, les personnes interrogées ont cité le secteur privé comme étant le secteur le plus corrompu.

« Les entreprises doivent afficher clairement leur engagement vis-à-vis des règles de publication de rapports et des codes de lutte contre la corruption qui existent aujourd'hui, et commencer à les appliquer sérieusement en communiquant clairement et honnêtement les informations relatives aux mesures prises

et en procédant à l'évaluation de leurs politiques et de leurs pratiques » a déclaré Robin Hodess, directrice du service politique et recherche de Transparency International.

### **Petite corruption et crise économique : les pauvres sont punis deux fois**

Le Baromètre 2009 indique que les familles les plus pauvres continuent d'être frappées par la petite corruption. Globalement, les personnes interrogées disposant de faibles revenus se sont révélées davantage susceptibles d'être victimes d'une demande de pots-de-vin que les personnes affichant des revenus élevés. D'autre part, le sondage révèle que la petite corruption augmente au Venezuela, au Ghana, en Indonésie, au Cambodge, en Bolivie, au Sénégal, en Russie et au Kenya, pénalisant encore davantage les ménages les plus défavorisés déjà fortement touchés par la dégradation de l'emploi et des revenus causée par la crise économique.

« À mesure que le mouvement de croissance économique s'inverse, les ménages pauvres sont de plus en plus contraints de faire des choix impossibles en termes d'affectation de leurs maigres ressources » explique Huguette Labelle. « Est-il préférable, pour des parents, de payer un pot-de-vin pour que leur enfant malade puisse être vu par un médecin, ou d'acheter de quoi nourrir leur famille ? Il est tout simplement inacceptable que des familles continuent d'être confrontées à ce type de décisions. »

Au Cameroun, au Liberia, en Sierra Leone et en Ouganda, plus de 50 % des personnes interrogées ont déclaré avoir payé des pots-de-vin au cours des 12 derniers mois. À l'échelle régionale, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord ont affiché les moins bons résultats, 4 personnes sur 10 déclarant avoir payé des pots-de-vin l'an passé. La police a été citée comme la source la plus fréquente de demande de pots-de-vin : à l'échelle mondiale, une personne sur 4 ayant été en contact avec la police l'année dernière a versé un pot-de-vin.

### **Les mesures de lutte contre la corruption prises par les pouvoirs publics sont jugées inefficaces**

Seules 3 personnes interrogées sur 10 estiment que les efforts de lutte contre la corruption menés par les pouvoirs publics de leurs pays sont efficaces, même si les opinions exprimées en Afrique subsaharienne sont nettement moins négatives que dans d'autres régions.

La plupart des personnes interrogées considèrent également que les dispositifs prévus pour le dépôt des plaintes liées à des affaires de corruption sont inefficaces. Moins d'une personne sur 4 ayant été contrainte de payer un pot-de-vin l'an passé a déposé une plainte officielle, ce qui illustre le très faible niveau de légitimité et d'efficacité accordé par le public aux dispositifs de dénonciation et de lutte contre les actes de corruption. « Les pouvoirs publics doivent écouter attentivement les doléances des citoyens ordinaires, sous peine de subir les conséquences d'une population de plus en plus désabusée et méfiante » a ajouté Mme Labelle.

Reflétant les conclusions des éditions précédentes du Baromètre, 68 % des personnes interrogées jugent les partis politiques corrompus, et 29 % les considèrent comme les institutions les plus corrompues de leur pays. L'administration et les institutions parlementaires les talonnent de près, 63 et 60 % respectivement des personnes interrogées les jugeant corrompues. Même s'ils ne sont pas perçus comme totalement propres, les médias ont enregistré les meilleurs résultats, à peine plus de 40 % des personnes interrogées jugeant ce secteur corrompu et seules 6 % d'entre elles le considérant comme le plus corrompu à l'échelle nationale.

### **Le public exige une plus grande intégrité de la part des pouvoirs publics et des entreprises**

Comme les années précédentes, le Baromètre 2009 révèle la perception négative du public à l'égard des institutions publiques et des efforts de lutte contre la corruption menés par les autorités, ainsi que la situation tragique des ménages à faibles revenus pénalisés par des demandes de pots-de-vin pour l'octroi de services théoriquement gratuits. La nouveauté provient cette année des critiques croissantes exprimées à l'égard du secteur privé et de la volonté du public de payer plus cher pour des biens et des services émanant d'entreprises saines. Le Baromètre 2009 montre clairement que les secteurs public et privé ont beaucoup à faire pour regagner la confiance des citoyens.

### **Présentation du Baromètre à Paris**

Les principales conclusions du Baromètre seront présentées à Paris à l'occasion d'une **conférence organisée à 18h30** au Club Confair (54 rue Laffitte) **en présence d'Huguette Labelle, Présidente de Transparency International, David Stulb, Directeur Monde du département Fraud Investigation & Dispute Services d'Ernst & Young, et de Daniel Lebègue, Président de Transparence-International (France).**

###

*Transparency International est l'organisation de la société civile à la tête de la lutte contre la corruption.*

**Informations complémentaires :** Le Baromètre, désormais dans sa 6<sup>e</sup> édition, s'appuie sur les données issues du sondage intitulé *Voice of the People* (la voix du peuple) mené par Gallup International, ainsi que d'autres enquêtes. Cette année, il reflète les réponses recueillies entre octobre 2008 et février 2009 auprès de 73 132 personnes dans 69 pays et territoires. Les questions portaient sur l'expérience vécue par les personnes interrogées en matière de petite corruption, sur leur perception de la présence de pratiques corrompues au sein des institutions de leur pays, et sur leur opinion concernant l'intégrité du secteur privé et l'efficacité des pouvoirs publics dans la lutte contre la corruption.

**Contacts presse :**

Bruxelles

Jesse Garcia

[jgarcia@transparency.org](mailto:jgarcia@transparency.org)

Portable : +49-176-100-02-444

Berlin

[press@transparency.org](mailto:press@transparency.org)

Tél. : +49-30-34-38-20-666